

Mohamed BOUDIAF

Seconde

Lettre ouverte

aux Algériens

90 juillet 1966

FRÈRE ALGERIEN

Voici maintenant un an que Boumedienne a succédé à Ben Bella à la tête de notre pays.

Au lendemain du coup d'Etat, une lettre datée du 20 juillet 1965, t'a été adressée.

Elle visait à placer cet évènement dans son véritable contexte historique et politique.

Soulignant les raisons de l'effondrement de Ben Bella, mettant en lumière les responsabilités de cet homme et de son équipe, cette lettre proposait, aussi et surtout, des solutions aux problèmes de l'Algérie.

Elle s'abstenait délibérément de toute polémique, de tout procès d'intention, de tout rappel intempestif du passé.

Destinée à TOUS LES ALGERIENS, elle incitait aussi les nouveaux responsables du pouvoir à se prononcer sur un ensemble d'options claires et de mesures bien déterminées.

On sait le commentaire vulgaire qu 'en fit Boumaza, l'irremplaçable Boumaza, que ses servilités successives désignaient parfaitement à ce genre de besogne. Faut-il rappeler aussi, pour le déplorer, qu' aucun des membres du personnel politique en place n'a jugé bon d'émettre un avis quelconque sur nos positions? Attitude commode et prudente, sans doute, mais significative aussi du degré d'attachement qu'ont ces gens à la défense de la cause algérienne. Par contre, un grand nombre de patriotes ont réagi autrement: qu'ils aient critiqué les termes de la lettre, soulevé d'autres problèmes ou préconisé des solutions différentes, tous en ont approuvé l'initiative. C'est en fonction de cet accueil véritablement chaleureux que je me décide aujourd'hui à faire, dans une deuxième lettre, le point de la situation de notre pays; ainsi donnerai-je à tous ceux auxquels je n'ai pu répondre individuellement l'assurance pratique que, dans la mesure de nos moyens, nous ferons tout pour que triomphent la justice et la vérité.

Je ne peux mieux commencer l'analyse des réalités actuelles de l'Algérie qu'en rappelant les termes d'un des derniers paragraphes de ma lettre du 20 juillet 1965.

"... nombre d'individus, hier comme aujourd'hui hauts placés, ne doivent leur promotion qu'à leur virtuosité à changer de camp à chaque occasion. Combien "parmi ceux-ci étaient, avant le 19 juin, ben bellis- "tes acharnés, ou tout simplement discrédités, et aujourd'hui membres des instances supérieures du pays "Si nous en sommes encore là et si ces procédés ont toujours cours, on peut affirmer sans risque de se tromper que l'Algérie est loin, bien loin de s'arracher du bourbier dans lequel l'ont enlisée les ambitieux et les aventuriers. En outre, durant les trois ans d'un régime corrompu, une mentalité est née, laquelle a engendré le népotisme et le favoritisme à tous les niveaux, instituant comme règle "d'or la complaisance, le silence, le laisser-aller "et le gaspillage. Qu'en sera-t-il de main de ces "mœurs? Jusqu'à ce jour, en dehors de l'écartement "de quelques individus, le même personnel demeure en place, avec, certes, quelques rajouts, sans importance ni portée. Comment ne pas redouter que le mouvement du 19 juin, à moins de preuves contraires, ne se limite qu'à un sordide règlement de comptes sans plus? Dans ce cas, il est inutile d'en attendre le moindre changement, ni d'en escroquer un quelconque espoir".

Tout ce qui s'est passé depuis un an n'a fait qu'illustrer les craintes et les mises en garde que nous formulions. De bout en bout, Boumedienne et son gouvernement n'ont fait que défendre les intérêts les plus réactionnaires. Et,

parallèlement, la masse des travailleurs n'a cessé de s'opposer à un régime qui ne fait que perpétuer son exploitation. C'est d'ailleurs le fait le plus important à noter que cette mutation irrésistible qui s'opère dans la société algérienne: une avant-garde révolutionnaire se dégage parmi les ouvriers les paysans, les chômeurs, les étudiants, les militants de base. Cette avant-garde se substitue peu à peu aux anciennes tendances du mouvement nationaliste, complètement dépassées parce qu'incapables d'évoluer et de s'adapter à la nouvelle réalité algérienne. C'est d'elle - et d'elle seule - que dépend l'avenir de notre révolution.

Aussi est-ce à TOUS LES MILITANTS qui la composent que ma lettre est adressée d'abord. Je ne prétends pas leur imposer une doctrine toute faite ni une organisation miraculeuse à laquelle ils se rallieraient inconditionnellement. Je leur soumets seulement un certain nombre d'analyses et de propositions d'action pour qu'ils en discutent et que de ce débat naîsse la possibilité d'une lutte commune - pour qu'enfin l'indépendance, si chèrement conquise, débouche sur la construction d'une société socialiste.

UN AN D'ÉCHECS

Le gouvernement de Boumedienne a, entre autres, ceci de commun avec celui de Ben Bella qu'il ne cesse de proclamer sa fidélité au socialisme. Récemment encore, la nationalisation des mines a fourni aux thuriféraires du régime l'occasion de se répandre en acclamations extasiées.

Mais tous les algériens savent, pour avoir subi dans leur chair les conséquences des promesses démagogiques et des luttes de clans, qu'il ne faut croire aucun gouvernement sur parole. C'est à ses actes que nous jugeons de l'orientation, socialiste ou réactionnaire, du pouvoir.

Quel a été de ce point de vue le bilan des hommes du 19 juin? Pour mieux l'établir, distinguons trois périodes principales dans leur activité:

- du 19 juin au 5 novembre 1965 - Cette dernière date était prévue pour la réunion de la conférence Afro-Asiatique. Tous les efforts du nouveau pouvoir furent alors centrés sur ce nouveau "Bandoeng". Malgré le caractère catastrophique de la situation économique, le seul souci des nouveaux maîtres était de se faire reconnaître par les puissances - aux frais des contribuables algériens. On sait l'échec retentissant par quoi se solda cette volonté démente de jouer les premiers rôles diplomatiques: le 5 novembre, la conférence fut renvoyée sine die.

Lorsque, pendant cette période, nous critiquions l'immo-

bilisme du régime, les défenseurs de ce dernier répondaient imperturbablement qu'après le 5 novembre, la situation serait transformée par un plan, moment établi. Mais ce "plan", on en préparait la mise en route en accumulant les dépenses somptuaires (par exemple l'aménagement du "Club des Pins", la construction de l'hôtel Auresi) et les missions diplomatiques (l'été 65 fut le temps des grands voyages pour les ministres algériens)! Rien d'étonnant que le gouvernement, malgré ses promesses, n'ait pas publié le Livre Blanc sur Ben Bella: il employait exactement les mêmes méthodes que lui.

- du 5 novembre 65 à la fin de janvier 1966 - L'échec de la conférence d'Alger amena le "Conseil de la Révolution" à tenir réunion pendant plusieurs jours. Le secret a été gardé sur ces conciliabules. Gageons seulement qu'ils furent confus et agités, si l'on en juge par la minceur des décisions qui y furent prises. Le "C.N.R." marche sur les traces de feu le C.N.R.A.: il est incapable de résoudre la moindre difficulté, tant s'affrontent en son sein les clans aux intérêts contradictoires.

L'impuissance du pouvoir à faire quoi que ce soit pour l'Algérie fut vite sanctionnée par l'inoubliable mouvement des étudiants. L'irruption de milliers d'étudiants dans les rues d'Alger signifiait qu'une avant-garde des masses refusait de se laisser plus longtemps duper par les promesses démagogiques du gouvernement. En cette occasion, les étudiants n'agissaient pas seulement pour défendre leurs propres intérêts; ils étaient les interprètes de l'opposition grandissante de toutes les couches de la population laborieuse. Ils prenaient ainsi le relai des ouvriers qui avaient mené plusieurs grèves importantes pendant l'été; ils étaient les annonciateurs de mouvements dans toutes les couches de la population.

- depuis la fin janvier 1966 - Face à cette détérioration de la situation, Boumedienne sortit de sa tour d'ivoire. Dans le style même de Ben Bella, il multiplia les tournées, les discours et les interviews, les conférences de cadres. Ce changement de tactique dénotait un malaise. Comment expliquer autrement cette frénésie d'interventions publiques après des mois d'un silence hermétique? Le gouvernement confusément conscient du malaise général, cherche à masquer ses propres divisions internes qui, elles-mêmes, expliquent son impuissance. Il multiplie les promesses pour accroître sa popularité, mais en même temps, cherche à décapiter les centres possibles d'une opposition: c'est là le sens des tentatives de musèlement de l'U.G.T.A. Contraint d'arbitrer entre des clans rivaux, il tente de renforcer ses propres moyens d'intervention: c'est pourquoi il veut renforcer l'appareil du parti et de l'administration, réduire les particularismes qui minent son autorité.

En résumé, Boumedienne fait du benbelisme sans Benbella.

C'est à ce point que l'Algérie en est rendue, après quatre années d'indépendance qui ont été quatre années d'incohérence, d'inefficacité, d'occasions perdues.

UN POUVOIR REACTIONNAIRE

Le seul exposé des faits suffirait à discréditer tout gouvernement. Mais nous devons aller plus loin et voir ce que le pouvoir de Boumedienne a signifié pour les différentes couches du peuple algérien. Le bilan de ses hauts faits est aisé à établir:

- suppression définitive de toutes les libertés publiques: Le niveau plus que jamais lamentable, de la presse nationale est le reflet de cet étouffement.
- répressions, arrestations et tortures, non seulement contre les anciens partisans de Ben Bella, mais contre des dizaines de militants, de simples citoyens, soupçonnés de s'opposer au régime du 19 juin.
- étouffement progressif du syndicalisme: interdiction de REVOLUTION et TRAVAIL, organe de l' U.G.T.A.; interdiction du droit de grève inscrite dans le nouveau Code Pénal; arrestation des militants syndicaux; mépris permanent des décisions de la centrale ouvrière; pressions incessantes sur ses dirigeants etc... .
- décapitation du mouvement étudiant (à la tête duquel Chérif Belkacem a placé une direction fantoche de non-étudiants), privé dorénavant de tout droit de s'exprimer.

Il est facile de comprendre que toutes ces mesures visent à annihiler tout élan des masses. Mais il faut réaliser aussi qu'elles sont au service d'une politique économique réactionnaire:

- aggravation constante du chômage (trois millions et demi d'algériens sans travail, selon Kaïd Ahmed, "ministre" des Finances), sans qu'aucun effort sérieux soit fait pour améliorer un tant soit peu cette situation catastrophique.
- pression fiscale accrue: le gouvernement veut faire rentrer les impôts à tout prix, sans égard à la misère de la plus grande masse.
- attaques multiples contre l'auto gestion, soit par la restitution des biens à leurs anciens propriétaires (par exemple le domaine Bouthiba), soit par le refus de crédits ou l'exigence du paiement immédiat des impôts -quelles que soient les difficultés financières occasionnées aux entreprises par le marasme économique général ou la malveillance délibérée des autorités de tutelle.

- abandon total des paysans du secteur traditionnel, auxquels on promet, chaque trimestre la réforme agraire, mais qu'on laisse dans l'abandon, inorganisés, en proie à la rapacité des propriétaires riches comme à la pauvreté générale des terres.

A quoi bon accumuler les exemples? Ceux que nous avons cités, les plus significatifs, montrent que nous avons à faire à une politique d'ensemble de Boumedienne. Cette politique, placée sous l'enseigne du socialisme, va à l'encontre des intérêts fondamentaux des travailleurs algériens.

LA NOUVELLE CLASSE DOMINANTE

A ce stade, une question se pose à tout militant sérieux: comment expliquer cette orientation totalement réactionnaire? Les conséquences sont trop nombreuses et diverses pour qu'on puisse l'expliquer par des imperfections de détail, des survivances du passé ou des interventions d'individualités contre-révolutionnaires. On doit se demander quels intérêts défend Boumedienne, au nom de quelles classes il mène son action.

Une première constatation s'impose:

Dans l'Algérie d'aujourd'hui, des privilégiés de toutes sortes occupent à nouveau le haut du pavé. En premier lieu, on trouve les représentants de l'ancienne bourgeoisie qui avait commencé à se développer sous la domination coloniale. Commerçants riches, propriétaires terriens aisés, industriels gros et moyens, ces bourgeois ont renforcé leurs positions depuis le 19 juin -d'autant plus aisément que certains ministres sont directement issus de cette couche sociale. Ils ont conservé l'essentiel de leurs capitaux, même lorsqu'ils ont été atteints de mesures d'expropriation, comme ce fut le cas pour certains d'entre-eux du temps de Benbella. Ils continuent donc à bénéficier d'une force économique et sociale considérable qui leur permet de corrompre des secteurs entiers de l'administration, afin de s'accaparer les crédits et les marchés de l'Etat. Car pour tous ces exploitants, la source de profit la plus sûre est dans le rôle d'intermédiaire qu'ils jouent entre l'Etat et le capital privé, national et international.

Mais leur activité ne peut être efficace que grâce à l'appui de cette couche sociale pléthorique qu'est la petite bourgeoisie bureaucratique. Il faut entendre par là l'ensemble de ceux qui, depuis l'indépendance, ont envahi les différents secteurs de l'administration: fonctionnaires de l'Etat et des communes, membres du Parti et des organisations de masses, cadres de l'économie, membres de l'A.N.P. Leur origine est variable: beaucoup d'entre eux occupaient des postes dès avant 1962 (le plan de Constantine a contribué à

augmenter leur nombre, avec son système de formation accélérée de "cadres"). D'autres sont issus du F.L.N. et ont tenu leur place dans la révolution (encore qu'il ne faille pas sous-estimer le rôle qu'a joué l' accumulation à Tunis, du temps du G.P.R.A., de "bureaux" et de "services" où tant de personnes ont attendu l'indépendance au calme, loin des souffrances de l'Algérie). Mais l'écrasante majorité d'entre eux ont en commun un certain nombre de traits qui leur confèrent la situation et la mentalité d'une couche sociale privilégiée: dans une Algérie soumise à la misère et au chômage, ils ont pris l'habitude d'exercer, à leur échelon, une autorité sans contrôle démocratique; enfin, ils ont, de par leurs fonctions, la possibilité d'accroître leurs revenus en se pré-tant aux multiples tentatives de corruption dont ils sont l'objet. Ils peuvent, de plus, entretenir toute une clientèle dont la subsistance dépend plus ou moins de leur bon vouloir.

Cette classe sociale n'est pas homogène - et il ne faut pas nier, en particulier, l'existence de fonctionnaires honnêtes et patriotes. Mais elle est la seule qui, de façon notable et durable, ait profité de l'indépendance. En tant que couche privilégiée, elle est désireuse de défendre et d'accroître les avantages qu'elle a acquis. Le niveau de développement de l'Algérie est trop faible pour qu'elle songe à se transformer en une classe de capitalistes privés. Elle a tout intérêt, au contraire, à ce que l'Etat joue un rôle de plus en plus décisif dans l'économie, car c'est par le biais de l'appareil d'Etat qu'elle contrôle, qu'elle peut trouver une source illimitée de spéculations et de profits. Elle est profondément hostile au développement de la démocratie socialiste, la prise en main par les travailleurs d'un nombre croissant de responsabilités: cela signifierait pour elle la fin de ses priviléges et, en dernier lieu, la fin du monopole qu'elle exerce encore dans toutes les activités politiques. Elle accepte donc toutes les idéologies vaguement socialistes, tant que celles-ci se bornent à réclamer l'étatisation des moyens de production. Mais elle rejette toute pratique véritablement socialiste. Bref, la petite-bourgeoisie bureaucratique qui a constitué la base sociale de tous les régimes anti-socialistes qui se sont succédé depuis 1962, cherche à consolider les fondements de sa stabilité: elle tend à se constituer en classe dominante.

Mais elle ne peut y parvenir ni facilement, ni rapidement. Les diverses couches qui la composent ont des situations différentes et souvent contradictoires dans l'Etat et dans l'économie, ce qui les entraîne à d'incessants affrontements. Elles sont, nous l'avons signalé, d'origines historiques variées, ce qui donne à chacune d'entre elles des habitudes et des idéologies très diverses. Elles doivent tenir compte, enfin, de la façon dont elles sont parvenues au pouvoir, au travers des péripéties de la guerre et de l'indépendance; elles doivent notamment trouver leurs porte-parole dans le

personnel de l'ancien F.L.N. Cette accumulation de déterminations, souvent opposées, place la petite-bourgeoisie bureaucratique dans une situation contradictoire: manquant totalement d'homogénéité, elle ne peut cependant survivre qu'en unifiant ses forces pour continuer à occuper les responsabilités d'Etat; dépourvue de traditions politiques et organisationnelles, elle doit malgré tout mettre en place un appareil et une idéologie qui donne une pleine efficacité à ses interventions.

LE ROLE SPECIFIQUE DE L'A.N.P.

C'est dans ces contradictions qu'il faut rechercher l'explication des remous, des volte-face, des soubresauts, qui caractérisent la vie politique des milieux dirigeants algériens. C'est là aussi que l'on trouvera les éléments d'appréciation permettant de comprendre le rôle spécifique que joue l'armée dans notre pays.

L'A.N.P. et ses satellites, la gendarmerie et les Compagnies Nationales de Sécurité (C.N.S.), sont l'élément central de l'Algérie et le support de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1962. Est-il besoin de rappeler que ces troupes ne comportent plus une majorité d'anciens moudjahidines et que ces derniers y font figure de parents pauvres? L'A.N.P. a largement ouvert ses portes à de nouvelles recrues dont le sens politique était sûrement moins aigu que le désir de bénéficier des avantages attachés à la condition de djoundi (solde de base: 250 dinars algériens par mois, réquilibriem
ment payés, allocations familiales et indemnités diverses, etc...). L'armée constitue la catégorie sociale la plus privilégiée, au milieu d'un pays de chômeurs et d'affamés. Loin d'être "mêlée au peuple", comme le prétendent ses propagandistes, elle se cantonne dans ses casernes et développe un esprit de corps, fait de discipline purement mécanique et de conscience arrogante de sa situation exceptionnelle. Improductive par définition, elle n'en pèse pas moins d'un poids très lourd sur l'économie du pays: par les entreprises qu'elle contrôle et, surtout, par la part énorme du budget qui lui est consacrée.

Tout algérien conscient des difficultés de son pays se pose de nombreuses questions devant cette situation injustifiable: ne serait-il pas plus avantageux pour le pays que la masse des crédits militaires soit affectée à d'autres chapitres, entre autres à la formation professionnelle des anciens moudjahidines à des métiers civils productifs? D'autre part, si l'actuel gouvernement juge nécessaire d'entretenir un certain effectif de troupes, au lieu de l'armée de carrière, pourquoi ne fait-il pas appel à la population? Les formules sont nombreuses depuis les milices populaires jusqu'au service militaire obligatoire, en profitant de la circonstance pour faire de l'armée une école de formation pour les jeunes

Hélas, ces questions relèvent de la pure et simple naïveté car elles négligent un élément essentiel: l'A.N.P. est aussi une force organisée et disciplinée, la seule qui, en Algérie, soit capable d'agir rapidement dans les différentes régions du pays. A ce titre, elle est indispensable à tous les gouvernements qui ne se basent pas sur la force organisée des travailleurs: corps privilégié, elle est le fer de lance de cette classe privilégiée qu'est la petite-bourgeoisie bureaucratique, laquelle ne peut pas se passer d'elle pour se maintenir au pouvoir.

LES CONTRADICTIONS DU POUVOIR

Le régime du 19 juin a marqué un moment particulier de l'évolution des combinaisons politiques par lesquelles s'exprime et se constitue la petite-bourgeoisie bureaucratique. Ben Bella par l'incohérence de sa politique avait réussi l'exploit de mener l'économie nationale à la ruine et de semer parmi les travailleurs les germes d'un esprit de lutte. Le laisser au pouvoir plus longtemps signifiait la catastrophe à brève échéance pour les privilégiés du régime. Ben Bella fut donc chassé comme un valet qui a cessé de plaire: il avait joué un rôle, indispensable aux yeux des conservateurs, en prenant la tête de la coalition de Tlemcen, au moment où l'Algérie pouvait encore s'engager sur la voie de la révolution socialiste. Mais, dès lors que sa gestion s'avérait néfaste, il devait être remplacé; un nouvel équilibre devait être donné au gouvernement. Ce fut le coup d'Etat qui situa l'exé du pouvoir entre l'armée et la masse des fonctionnaires, épris de stabilité et d'efficacité - le tout au détriment de tout ce qui dans l'ancien régime pouvait refléter plus ou moins les intérêts des masses.

Mais, trouver des couches sociales sur lesquelles s'appuyer n'implique pas que l'on trouve automatiquement une politique satisfaisante pour elles. Et le régime de Boumedienne est encore à la recherche d'une orientation. Ministres et responsables s'affrontent aujourd'hui autour de deux lignes aux implications très divergentes, sinon tout à fait opposées:

- les uns visent par-dessus tout "l'efficacité économique" A l'instar de Kaïd Ahmed, un de leurs porte-parole, ils souhaitent suivre le modèle des économies capitalistes d'Europe Occidentale ou des Etats-Unis. Lorsqu'ils parlent de rentabilité, de développement, ils adoptent les critères en vigueur à Paris, à Bonn ou à New-York. Ils veulent que notre pays soit couvert d'un réseau d'entreprises, privées ou mixtes, qui assurent la production dans quelques domaines importants, pour que se rétablisse peu à peu la balance commerciale de l'Algérie. Comme nous manquons de capitaux, ils envisagent de faire le plus large appel à l'aide des pays occidentaux, auxquels toujours par souci de rendement immédiat, ils veulent

lier notre commerce et notre monnaie. Sur cette voie, ils se heurtent à tout le secteur autogéré: ce dernier ne peut être rentable tant que l'ensemble de l'économie n'est pas organisé sur une base non-capitaliste; il pose donc un problème: ou bien un bouleversement d'ensemble des structures de l'Algérie pour les amener en harmonie avec l'autogestion, ou bien la destruction de ce secteur, par le jeu des lois du marché capitaliste. C'est la deuxième solution que choisissent, évidemment, les partisans de "l'efficacité économique". Dans tous leurs choix, dans toutes leurs propositions on peut d'ailleurs retrouver une inspiration commune: le modèle étant le capitalisme occidental, ils ne considèrent jamais, dans leurs plans de développement, les intérêts des larges masses de travailleurs; ils font des progrès de la production et de la technique une réalité indépendante de toute la société. Ils ne semblent pas songer un instant que, s'il est entrepris sous l'égide de l'impérialisme occidental, sans que soient modifiées les inégalités sociales criantes de l'Algérie, le développement économique aboutira seulement à renforcer les priviléges et à accroître les contradictions sociales de notre pays. Est-il besoin d'ajouter que tous les efforts de ces gens aboutiraient seulement à faire de l'Algérie un Etat capitaliste, fortement soumis aux pressions du néo colonialisme dont il dépendrait pour l'essentiel, un pays où, à côté de quelques zones prospères, subsisteraient la misère et le sous-développement? Ceux qui se font les défenseurs de cette "politique" sont les agents conscients le plus souvent, rémunérés quelques fois, des grandes puissances impérialistes. Ils incarnent la menace directe du capitalisme en Algérie.

les autres, conscients de la faiblesse profonde du régime vis à vis des masses, recherchent avant tout la stabilité politique du pouvoir. Ils accordent moins d'importance à la rentabilité économique qu'au maintien de l'équilibre entre les classes en présence. Ils savent qu'aucun régime ne peut durer longtemps face à l'hostilité totale du peuple: ils mettent donc l'accent, démagiquement, sur l'urgence de "l'option socialiste"; mais, en même temps, ils multiplient les mesures de contrainte et de répression pour décapiter les courants d'avant-garde, pour décourager les travailleurs de jouer un rôle politique. Leur rêve est de voir l'Algérie toute entière marcher, travailler et penser au pas cadencé: aussi le plus urgent à leurs yeux est-il de créer un vaste parti unique, gigantesque appareil encadrant les masses, éliminant les contradictions de clans. En définitive, les champions de la stabilité politique sont, eux aussi, soucieux de rationalité et d'efficacité; eux aussi prennent leurs modèles à l'extérieur de l'Algérie, dans les régimes où, sous l'étiquette du so-

cialisme, la primauté est accordée à la bureaucratie du Parti et à l'Armée et donc à l'intervention rigide de l'Etat dans l'économie. Face aux tenants de l'efficacité économique capitaliste, ces gens peuvent donner à croire qu'ils représentent une "aile gauche". Ne nous y trompons pas: l'installation d'une bureaucratie toute puissante, au caractère militaire plus ou moins accentué, signifierait une dictature de plus en plus ouverte contre les masses laborieuses. La soumission du régime aux lois du capitalisme subirait quelques ralentissements et déformations. Mais le résultat final serait le même: la consolidation au pouvoir des classes privilégiées.

Je n'ai fait cette distinction entre partisans de l'efficacité économique et défenseurs de la stabilité politique que pour tenter d'éclaircir les données des luttes acharnées qui se déroulent dans les sommets gouvernementaux. Il ne faudrait évidemment pas prendre cette indication au pied de la lettre: elle permet seulement de dégager les grandes lignes de forces autour desquelles se font et se défont les clans. Il est certain que ces grandes options sont abordées par les hommes au pouvoir avec la myopie politique, l'inculture, l'absence d'idées générales et l'avidité personnelle qui les caractérisent.

Les débats sont confus et marqués de revirements brusques qui révèlent souvent l'influence des rivalités familiales, régionales ou politiques du passé. Mais les problèmes de l'efficacité économique et de la stabilité politique sont révélateurs des contradictions profondes du nouveau régime, de sa difficulté à asseoir sa domination. Tant que n'aura pas été trouvé un équilibre durable entre la nécessité d'une efficacité économique et le besoin d'une stabilité politique durable, les tiraillements, les heurts, les zig-zags se poursuivront au gouvernement. La petite-bourgeoisie bureaucratique aura, de plus en plus fréquemment, besoin d'arbitres qui, à l'image de Ben Bella, puis de Boumedienne aujourd'hui, assureront un moment la direction du pays, quitte à être remplacés dès qu'ils ne sont plus à la hauteur de la situation. Pratiquement, tout ceci signifie le risque de coups de force successifs qui auront en commun d'éloigner de plus en plus les masses de la vie politique.

LE PARTI UNIQUE : UN MYTHE REACTIONNAIRE

Pour pallier cette instabilité, chacun parle très fort de la nécessité du parti unique. Nous connaissons maintenant les refrains de cette chanson: le parti unique peut seul mobiliser les forces populaires; le parti unique peut seul contrôler l'Etat; le parti unique peut seul défendre les acquis de la révolution. Mais, une fois encore, nous ne devons pas nous fier aux discours et aux apparences. Lorsque Chérif Belkacem, ou l'un quelconque de ses séides, parle d'unifier le parti il vise en fait à:

- réduire à zéro l'autonomie des diverses organisations de masse (en tête l'U.G.T.A., mais aussi les Jeunesses, les Etudiants, les Femmes ...);
- supprimer toute possibilité d'initiative à la base en plaçant aux responsabilités, de la kasma à la direction nationale, des hommes à tout faire, recrutés pour leur docilité à toute épreuve et non pour leur conscience politique;
- faire de l'appareil ainsi créé une arme efficace dont devront tenir compte toutes les féodalités et tous les clans.

Cette construction difficile ne peut se faire qu'en dehors de toute activité des masses. Bien plus, elle ne peut se faire qu'aux dépens des masses. Nous savons d'expérience qu'un parti, des bureaux, des commissions ne fonctionnent pas dans le vide: toujours, ils sont, plus ou moins directement, au services d'intérêts économiques et sociaux qui les dominent. Aujourd'hui, le parti unique en Algérie, comme d'ailleurs dans toute l'Afrique, est instrument au service des couches privilégiées, de la petite bourgeoisie bureaucratique, cette nouvelle classe dominante en formation. Les travailleurs algériens doivent rejeter, sans hésitation aucune, l'idéologie du parti unique: affublée de tous les vocables révolutionnaires maintenant classiques, celle-ci n'est qu'un moyen de tromper les masses, de les mobiliser pour des "campagnes nationales" sans portée pour elles, afin de les encadrer strictement pour les mieux écarter du pouvoir - ceci dans l'intérêt des exploiteurs, anciens et nouveaux.

Je sais que cette affirmation risque de choquer beaucoup d'entre les meilleurs algériens. Je leur demande seulement de réfléchir sérieusement à notre expérience: du temps de la lutte pour l'indépendance nationale, le F.L.N. a été autre chose qu'un parti, l'alliance de diverses couches sociales qu'unifiait, de façon parfois précaire, une commune volonté de libérer la patrie. Dès 1962, cet objectif unificateur ayant disparu, les divergences firent éclater le F.L.N. Il ne s'agissait pas là d'un hasard, mais d'un processus normal. Par rapport au pouvoir d'Etat, abandonné par les colonialistes, se différenciaient les classes sociales: d'un côté la classe dominante en formation, de l'autre la masse des travailleurs. Comment rassembler sous une même étiquette des intérêts aussi contradictoires? A partir de cette date, seuls ont parlé d'unité ceux qui songeaient à conquérir le pouvoir ou à s'y maintenir; pour eux, les masses laborieuses ne sont qu'une masse de manœuvre susceptible de les aider à s'emparer du gouvernement; pour eux, il n'est pas question de révolutionner les structures économiques et sociales de l'Algérie, mais simplement, de renouveler la répartition des responsabilités suprêmes. Ben Bella n'a pas agi autrement, pas plus que Boumedienne ni que - j'ai le regret de le dire -

ceux qui, dans l'opposition, cherchent à promouvoir une quel conque formule miraculeuse qui, au nom de l'union nationale, chercherait à réunir un gouvernement allant de Ferhat Abbas à Boudiaf en passant par Ben Khedda et Aït Ahmed.

Je crois à la vertu de l'unité et je suis persuadé de la nécessité d'un parti révolutionnaire. Mais il n'y a pas d'unité sans un programme qui fixe les perspectives et les mots d'ordre répondant aux intérêts des travailleurs - et à eux seuls. De même, le parti révolutionnaire doit être un parti d'avant-garde, basé exclusivement sur les masses laborieuses qui sont, en Algérie: les ouvriers, les paysans, les sans-travail, les étudiants et les couches inférieures de la petite bourgeoisie.

Ce parti, s'il arrive au pouvoir, peut se trouver obligé de gouverner seul. Mais il importe qu'il ne cherche pas à atteindre une unité intérieure totale. Les classes laborieuses sont formées d'éléments divers, connaissant des rythmes d'évolution inégaux. On ne peut supprimer leurs différences par des méthodes purement administratives. Il faut laisser s'exprimer, dans tous les organismes de masses, les multiples courants qui existent réellement parmi les travailleurs. De la même façon, à l'intérieur du parti, l'expression des avis divers doit se faire dans le plus grand respect des droits des minorités et des possibilités d'initiative de la base. Alors -et alors seulement- le parti unique (dont l'existence n'est pas une nécessité mais peut être le produit d'un concours de circonstances) sera un moyen d'arriver à la seule véritable unité, celle qui résulte de la confrontation démocratique.

TOUT CE QUE J'AI DIT JUSQU' ICI, FRERE ALGERIEN, TE MONTRERA QU'A MES YEUX, LA SEULE ISSUE A LA SITUATION LAMENTABLE DE NOTRE PATRIE EST DANS UNE LUTTE SANS MERCI CONTRE LE POUVOIR ACTUEL, AU SERVICE DES EXPLOITEURS.

Il importe donc de dégager les modalités pratiques de cette lettre, sans quoi tout notre effort aura été vain. Actuellement, en effet, les militants révolutionnaires et socialistes cherchent avant tout des mots-d'ordre valables pour les luttes à venir; ils souhaitent l'élaboration d'une véritable stratégie de la lutte de masse en Algérie.

Pour notre part, nous tenterons, dans le cadre étroit de ce texte, d'en esquisser certaines des grandes lignes et de soumettre à l'appréciation des militants celles des tâches concrètes qui nous semblent les plus importantes.

DECONTENTEMENT POPULAIRE DE PLUS EN PLUS GRAND

Revenons encore une fois sur les données du problème: comme nous l'avons indiqué plus haut, il est difficile de croire

à la persistance du régime sous sa forme actuelle. L'accumulation des contradictions et des carences déterminera, dans un avenir plus ou moins proche, une ou plusieurs crises qui se caractériseront par des liquidations, des règlements de comptes ou des révolutions de palais - schéma devenu maintenant classique dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Economiquement, la dégradation sera encore aggravée, sans aucun doute, par la mauvaise récolte de cette année, puisque les prévisions les plus optimistes estiment à 10 millions de quintaux de blé la récolte de 1966, contre 26 millions en 1963. De même, les difficultés qui ont surgi dernièrement dans la coopération franco-algérienne ne manqueront pas de faire ressentir leurs effets sur le plan économique. Bien sûr Mr. Kaïd Ahmed et ses amis tenteront "d'assainir" la situation en faisant appel, de plus en plus, aux investissements occidentaux, notamment à ceux des Etats-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest. Il est probable que certains projets industriels seront réalisés, mais le problème du chômage ne connaîtra aucun début de solution, tandis que la misère de l'intérieur du pays ira croissant, aggravée encore par l'absence de structures politiques et par l'attitude hostile du pouvoir à l'égard des entreprises autogérées. Le pouvoir, fidèle à sa logique, sera nécessairement amené à prendre des mesures de plus en plus impopulaires, laissant tomber ainsi son masque socialiste.

Ainsi en est-il déjà des abus inqualifiables qui caractérisent la campagne actuelle de récupération des impôts et qui provoquent un mécontentement profond au sein de la population. On peut se demander comment des responsables en arrivent à promouvoir une politique aussi peu populaire? C'est parce que chacun d'entre eux ne se soucie que de poser les problèmes "rationnellement", c'est à dire, en l'occurrence, abstraitemennt. Il est "logique", dans un pays où règne "l'ordre" que les impôts rentrent normalement. Donc, on les percevra de gré ou de force; si des difficultés surgissent, ce sera parce que les algériens "n'ont pas l'esprit civique". Aussi mêlera-t-on saisies et appels vibrants au civisme des citoyens.

Ce raisonnement ne tient aucun compte des réalités nationales desquelles Mr. Boumedienne affirmait, dans un discours récent, que nous, les opposants, nous étions coupés totalement. Ces réalités sont: la misère des masses paysannes, la ruine du petit commerce, la faillite menaçante des entreprises "socialistes", le nombre pléthorique de fonctionnaires forcément mal payés, alors qu'en face, la minorité privilégiée, les spéculateurs, les officiels disposent de combines multiples pour échapper à l'imposition.

Un autre exemple nous est fourni par la question des biens vacants: depuis quatre ans, on chante à tous les carrefours que le peuple a récupéré le patrimoine national. Depuis le 19 juin, on prétend que tous les abus seront punis et que tout

sera remis en ordre; or, voici qu'on apprend que les appartements, légalement nationalisés depuis peu, biens du peuple par conséquent, vont être revendus à des particuliers. Ces messieurs des ministères ont sans doute autre chose à faire qu'à gérer des logements et, l'Etat manquant d'argent, il vend les appartements. S'il est vrai que la gestion de ces immeubles est une tâche ardue -encore que si elle était confiée à des comités de locataires, elle pourrait être menée à bien- il n'en est pas moins évident que les masses urbaines, mal logées, ne pardonneront jamais au pouvoir de transférer aux riches un acquis de la révolution qui revenait de droit aux déshérités. Car, même avec un système de vente à tempérément, peu d'algériens auront le privilège de devenir propriétaires de ces logements, mais les spéculateurs, eux, pourront s'en donner à cœur-joie.

Un dernier exemple peut être pris dans les projets de réforme communale et la promesse d'élections municipales. Sur le papier, les mesures sont très valables et nous sommes heureux de voir reprise la conception, que nous avons développée à maintes reprises, d'une commune autonome, dotée de véritables pouvoirs, support de base du développement économique et social et garantie essentielle de la participation des travailleurs à l'effort national. Mais il est évident que les partisans de la stabilité politique procéderont pour les municipalités comme pour le parti: ils tenteront, par tous les moyens, d'avoir sous leur contrôle, les responsables locaux. C'est pourquoi, ils ne pourront admettre ni candidatures libres, ni élections libres. Le parti unique sera amené à imposer ses candidats, autrement dit, ceux qui seront les plus disposés à défendre sa suprématie. Il est évident que la réaction populaire sera très défavorable à un tel projet, car les algériens sont de moins en moins disposés à se laisser imposer des responsables. Nous pouvons donc prévoir que le mécontentement ira en gagnant des couches de plus en plus larges de la population.

UN IMPERATIF: CONSTRUIRE UN PARTI D'AVANT-GARDE

La question est de savoir si ce mécontentement a une chance de déboucher sur des perspectives politiques positives. A notre sens c'est possible si deux conditions au moins sont réalisées: d'une part, l'élaboration de mots-d'ordre concrets pour guider les luttes particulières de chaque classe sociale, d'autre part, la réalisation de l'alliance révolutionnaire des classes opprimées, pour la constitution d'un parti révolutionnaire d'avant-garde. C'est seulement lorsque ces conditions seront réalisées que les éclatements spontanés céderont la place à un mouvement conscient et organisé. Nous voulons souligner par là que la priorité nous semble être, quelle que soit l'analyse de la situation, la construction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde, capable, si faible soit-il, d'élaborer des mots-d'ordre, d'apprécier correctement

les rapports de force, d'organiser l'avant-garde, de diriger les luttes...

Il est indispensable, pour ce parti, de coller aux masses laborieuses dans toutes leurs luttes quotidiennes. Il ne pourra le faire que dans la mesure où il sera un parti des travailleurs. A ce prix, et à ce prix seulement, il vaincra les difficultés, héritées du passé pour la plupart et qui font obstacle à toute lutte révolutionnaire. Les principales de ces difficultés sont les suivantes:

NON A LA CONFUSION IDEOLOGIQUE -

- la confusion idéologique entretenue par la petite-bourgeoisie au pouvoir qui, démagogiquement, abuse de l'emploi de la terminologie socialiste et risque ainsi d'obliger les militants révolutionnaires à une surenchère socialiste fausse dès le départ. Les rapports du parti d'avant-garde et des masses ne peuvent qu'en être rendus plus difficiles, car les travailleurs sont souvent hostiles à la terminologie socialiste par référence au régime benbelliste, beaucoup de réactionnaires ayant couvert leur malhonnêteté et leurs manipulations par un abus de "socialisme". Cependant, au niveau de l'avant-garde, syndicale ou étudiante, comme dans le secteur autogéré, il existe une couche, faible encore, mais très dynamique, de socialistes convaincus, possédant une expérience concrète des luttes de masses. Ce sont eux qui pourront diffuser la théorie révolutionnaire et vaincre la mentalité anti-socialiste qui se répand dans les masses déshéritées.

NON AUX MYTHES DE L'UNION" NATIONALE" -

- la confusion existant au sein de l'opposition, entretenue par des opposants réactionnaires que le pouvoir cherche à amalgamer à la véritable opposition de gauche, qui se trouve ainsi présentée comme contre-révolutionnaire, opposée au socialisme, à la solde des intérêts étrangers. Cette confusion empêche la jonction entre les forces d'avant-garde. C'est là une tactique de division des forces de gauche, souvent employées et qui, il faut le reconnaître, est facilitée par la présence, dans les rangs de l'opposition d'éléments réactionnaires, revanchards, aigris, victimes des expropriations ou des luttes de clans.

C'est pourquoi il faut dénoncer le mythe de l'unité ou de l'unicité de l'opposition, car c'est là un des obstacles au développement d'une opposition idéologiquement homogène: de même qu'au niveau du pouvoir, nous l'avons vu, le refus de la lutte des classes se caractérise par le mythe du parti unique, continuateur du Front de Libération Nationale et détenteur de la légitimité au nom du peuple tout entier, de même ce refus se traduit, au sein de l'opposition, par le mythe de l'unité, conçue essentiellement comme celle des leaders

exclus du pouvoir. Pour certains, là est la panacée, le remède miracle à tous les problèmes idéologiques et organiques. En fait, un minimum d'analyse prouve:

1°) que toute analogie avec les circonstances qui ont précédé à la création du F.L.N., le 1er novembre 1954, et ainsi qu'avec l'union du peuple réalisée au sein du F.L.N. pour l'indépendance nationale est fausse,

2°) que les luttes de classes s'accélèrent, il est impossible d'avoir une opposition unique et qui englobe toutes les couches de la société. De même qu'obligation est faite au pouvoir de se créer une base sociale, l'opposition ne peut exister réellement que si elle exprime les aspirations et défend les intérêts de couches sociales bien déterminées, les travailleurs déshérités et exploités,

3°) que les conditions de l'unité de l'opposition apparaissent donc clairement: unité idéologique, c'est à dire programme commun, unité organique, c'est à dire contenu social bien déterminé,

4°) que le temps des alliances sans principes est dépassé parler de la constitution de fronts largement démocratiques est une duperie. Si l'on se réfère à des situations révolutionnaires qui ont existé dans d'autres pays, on s'aperçoit qu'il n'y a eu constitution de fronts que dans la mesure où il existait une bourgeoisie et une petite-bourgeoisie structurées, ayant leurs organisations et leur expression politique propres, et qu'une conjoncture, très momentanée, opposait à un régime dictatorial qu'elles étaient capables d'affronter dans une lutte réelle. La tactique des fronts démocratiques suppose également l'existence d'un parti révolutionnaire, doté d'une stratégie claire et d'une organisation solide, bien que minoritaire, dans le pays. Dans de telles conditions, la politique de front peut être appliquée, dans la mesure où elle parvient à entraîner dans la lutte les masses hésitantes. De toutes façons, cette politique ne peut être suivie que pendant une période déterminée et pour un objectif précis.

Si le parti d'avant-garde existe, soyons sûrs qu'il saura entraîner dans la lutte de larges couches de la petite-bourgeoisie. On ne peut que constater l'extrême mobilité sociale de cette dernière: dans ses rangs se trouvent des hommes dont les conditions d'existence sont proches de celles des travailleurs. Exclus du pouvoir, brimés, exploités, ils peuvent rallier la cause de la révolution socialiste. Il en est de même de bien des intellectuels qui sont, à l'heure actuelle, exclus de toute vie politique. Ce sont souvent des hommes compétents, instruits, qui peuvent être d'une grande utilité à l'opposition révolutionnaire. En ce qui nous concerne, le problème est, d'abord et avant tout, la constitution d'un parti révolutionnaire d'avant-garde, basé sur la masse des

travailleurs de la ville et de la campagne.

NON AU MYTHE DE L'ACTION ARMEE! -

- le mythe, actuellement en voie de disparition, de l'action armée, mythe où se mêlent l'aventurisme et les références au 1er novembre. Bien qu'elle ne doive en aucun cas être exclue l'action armée doit être considérée comme l'aboutissement d'un travail politique et comme l'entrée en scène des masses paysannes. C'est donc d'abord les conditions d'entrée dans la lutte de ces masses qui doivent être étudiées.

NON AU REGIONALISME! -

- la survivance et le renforcement de l'esprit régionaliste et tribal: il s'agit là d'un des obstacles les plus graves qu'il faut avoir le courage de dénoncer. Depuis l'indépendance on a assisté à une croissance continue de l'esprit régionaliste, voire même "localiste", qui masque les oppositions réelles, dans chaque localité et chaque région, entre riches et pauvres, entre exploiteurs et exploités, entre oppresseurs et opprimés, entre privilégiés et déshérités -au profit des fausses oppositions entre ethnies, régions ou localités. C'est d'abord Ben Bella et le willayisme et, par la suite, toutes les fractions du pouvoir ainsi qu'un des mouvements d'opposition qui ont contribué à renforcer cet esprit fondamentalement réactionnaire. La politique actuelle des clans: clans de l'Ouest, clans de l'Est, clans chaoufias, clans kabyles etc... en créant de véritables clientèles régionales, constituent un grave danger d'atomisation de l'unité nationale. C'est un frein au développement des luttes de classes et de la solidarité entre les classes opprimées. L'Etat lui-même, mal structuré, est un conglomérat de coteries dans lesquelles la solidarité régionale joue un rôle essentiel. Aussi, le phénomène du régionalisme est-il destiné à se développer davantage encore à travers les différents rouages: armée, ministères, fédérations du parti etc.. Tous les vrais révolutionnaires doivent combattre farouchement cette mentalité qui, répétons-le, affaiblit le potentiel révolutionnaire en freinant la prise de conscience de classe et la solidarité qui doit exister entre les exploités contre les exploiteurs de quelque région qu'ils soient.

Une de nos tâches essentielles est donc de dénoncer tous les regroupements à base régionaliste, car ils ne peuvent faire que le jeu du pouvoir en divisant les masses populaires, en masquant les vrais problèmes, en sapant l'unité des masses laborieuses.

UNE NOUVELLE CATEGORIE DE MILITANTS -

- les difficultés dues à la démission et à la faillite de l'encadrement nationaliste. Un grand nombre d'anciens mili-

tants et de cadres du mouvement nationaliste ont été absorbés depuis l'indépendance par le pouvoir qui leur a dispensé honneurs, richesse et places. Compte-tenu de l'influence que ces cadres ont eu pendant la lutte nationale, de leur prestige, leur attitude actuelle n'est pas comprise par la masse qui la considère comme une véritable trahison. Cela a provoqué une véritable crise de confiance chez "les anciens militants". L'idée même du militantisme désintéressé, de l'esprit de sacrifice a reçu un coup terrible: souvent, la participation au mouvement politique n'est plus considérée que comme le moyen de servir ses intérêts individuels. Cet écueil, cette source de méfiance ne peuvent disparaître que si les militants du parti révolutionnaire, par leur activité, leur désintéressement et leur dévouement aux intérêts des masses font renaître la confiance dans la masse des travailleurs.

COMMENT CONSTRUIRE LE PARTI D'AVANT-GARDE

Après avoir passé en revue ces différents obstacles à la constitution d'un parti révolutionnaire, examinons quelle(s) sont les possibilités actuelles:

1^o- Nous devons rejeter toutes les analyses qui subordonnent l'avenir de l'opposition à une quelconque variation du rapport de force au sommet; en clair, cela signifie que le parti d'opposition révolutionnaire s'il veut mobiliser les masses, doit se démarquer clairement du pouvoir et rejeter toutes les ouvertures qui pourront être faites par tel ou tel clan, momentanément désireux d'appui à gauche.

2^o- Nous devons rechercher les moyens de canaliser le mécontentement populaire, qui tendra à s'exprimer désormais par l'extension, sous des formes de plus en plus radicales, des luttes quotidiennes des masses, organisées et inorganisées, qu'il s'agisse de manifestations de chômeurs, de manifestations d'étudiants ou de grèves de toutes sortes. Ces luttes élèveront le niveau politique et aiguîseront la combativité des syndicalistes, des ouvriers, des étudiants et des jeunes. Mais elles ne pourront rester indéfiniment isolées et dispersées. La solidarité, l'élargissement du front révolutionnaire par l'établissement de liens et de contacts avec les autres formations populaires apparaîtra comme une nécessité. Le rôle des militants d'avant-garde est de hâter la venue de cette prise de conscience.

3^o- Nous devons, dans les plus brefs délais, unifier les forces révolutionnaires, les intégrer dans une organisation commune, distincte, véritable centre politique et point de mire, pour les masses. Malgré les difficultés du moment, des chances nouvelles se présentent à nous dans la conjoncture actuelle: il faut savoir les saisir.

AINSII, LA TACHE ESSENTIELLE DE TOUS LES REVOLUTIONNAIRES

EST DE PARTICIPER A LA CONSTITUTION D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE, CAPABLE D'ENTRAINER LES MASSES ALGERIENNES ET DE DIRIGER LEURS LUTTES.

LES TACHES DU PARTI -

Dans un premier temps, certaines tâches s'imposent:

1°) Unifier les éléments conscients, les militants d'avant-garde des classes opprimées: paysannerie pauvre, classe ouvrière, travailleurs de l'autogestion, chômeurs, intellectuels révolutionnaires, une partie de la petite-bourgeoisie pauvre.

2°) Donner une forme précise à l'alliance de ces mêmes classes. Une étude approfondie montre, en effet, qu'il existe de nombreuses oppositions au sein des classes exploitées: oppositions entre la ville et la campagne, les chômeurs et les salariés, les manuels et les intellectuels, etc.. Mais la contradiction principale est sans doute celle qui oppose les travailleurs de l'autogestion aux paysans pauvres des secteurs traditionnels de l'agriculture. Considérée isolément, chacune de ces couches possède un ensemble de revendications à caractère anti-gouvernemental. Mais aucune d'entre elles n'est immédiatement capable de déclencher une action révolutionnaire ni, à plus forte raison, d'assurer la direction d'une lutte révolutionnaire d'ensemble. Cela ne veut pas dire comme l'affirment certains défaitistes à la solde du pouvoir que les masses sont apathiques et résignées. Elles attendent un gouvernement qui leur donnera du pain et du travail; mais elles ne sont pas indifférentes: elles savent que l'actuel pouvoir ne fera rien dans ce sens. Seulement, dans une période de recul comme nous en connaissons une, les exploités ne peuvent trouver les ressources nécessaires pour mener la lutte pour le pouvoir que si les conditions économiques et sociales créent les bases de leur unité d'action. Or, dans l'Algérie de 1966, on constate une très grande instabilité sociale qui se caractérise, entre autres, par l'exode rural et l'émigration. L'Etat lui-même, mal structuré (inachevé, pourrait-on dire), contribue à rendre fluctuants les rapports sociaux. Aussi dépend-il beaucoup de l'action du parti révolutionnaire pour donner forme à l'alliance des différentes couches exploitées: il doit non seulement formuler des revendications correspondant aux intérêts de chaque couche des masses laborieuses, mais, plus encore, élaborer des mots d'ordre généraux, permettant de faire agir en commun les travailleurs des villes et des campagnes. Par cet effort, il aidera à constituer la seule force politique et sociale capable de lutter pour le pouvoir socialiste: l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

3°) Le parti d'avant-garde a donc une tâche de coordination et de direction politique des luttes. Il ne remplace pas mais complète le travail des syndicats, des comités de chômeurs,

des militants de l'autogestion, de l'organisation de l'émigration. Ces organisations, en élaborant des mots-d'ordre correspondant à leurs revendications, préparent pratiquement l'énoncé des mots-d'ordre généraux valables pour toutes les classes opprimées.

Un parti révolutionnaire d'avant-garde n'existe pas d'emblée. Il faut le créer pièce par pièce. Or, les conditions mûrissent de jour en jour; elles permettent et permettront de plus en plus la jonction entre les militants révolutionnaires du mouvement nationaliste, ayant assimilés les principes socialistes (quelle qu'ait été leur expérience de ces dernières années, à condition qu'ils soient restés des militants sincères et désintéressés) et les jeunes militants, formés dans leurs luttes concrètes, à travers les exigences pratiques de leur milieu, militants pour lesquels faire la révolution est une nécessité quotidienne. Tous les révolutionnaires doivent s'élever au-dessus des querelles de clocher, au-dessus des malentendus, en tenant compte uniquement des problèmes politiques pour participer à la constitution d'un parti révolutionnaire capable d'entraîner les masses algériennes et de diriger leurs luttes.

POUR UN SYNDICAT FORT, AUTONOME, ET DEMOCRATIQUE

Depuis 1962, après les actions peu reluisantes du Bureau Politique de Tlemcen, l'Etat et le pseudo-parti du F.L.N. ont cherché par tous les moyens, y compris la force, à briser l'autonomie syndicale. Ainsi, en janvier 1963, c'est un véritable coup de force qui fut perpétré contre le premier congrès de l'U.G.T.A. pour parachuter une direction aux ordres à la tête de la centrale. Cependant, malgré les manœuvres qui ont permis au pouvoir de contrôler en partie le deuxième congrès de l'U.G.T.A., malgré les pressions répétées du pouvoir du 19 juin, les luttes menées par l'U.G.T.A. pour défendre son autonomie et ses points de vue, n'ont jamais cessé grâce à la vitalité, à la combativité des syndicalistes les plus conscients qui ont cherché à soustraire le syndicat à l'emprise de la bureaucratie. Les syndicalistes ont connu cependant la répression, les prisons, la torture; ils ont du endurer le travail de sape et de dénigrement mené contre eux par le régime; mais ils ont réussi, dans de nombreux cas, à éliminer les éléments corrompus imposés par la bureaucratie dans le but de noyauter le syndicat et de le séparer des masses laborieuses. Toutefois le problème reste entièrement posé.

Une grande bataille se prépare: certains syndicalistes, parce qu'ils posent des problèmes concrets, parce qu'ils luttent contre les tendances réactionnaires du régime, parce qu'ils organisent les travailleurs et dirigent les luttes de masses, sont une gêne pour le pouvoir et son parti unique. Ce dernier a affirmé sa volonté de réduire les syndicats, en faisant mine de trouver une justification à ses intentions

réactionnaires dans la théorie de l' unicité du parti. Ainsi Boumedienne a déclaré: "Nous n'acceptons pas au sein du parti l'existence d'autres partis, sous forme d'organisation de masses, pratiquant une politique individuelle, séparée de celle du F.L.N.". En fait, il s'agit là d'une méconnaissance totale du rôle et de la nature du syndicalisme. Il est évident que lorsque le pouvoir n'est pas démocratique, lorsque les masses laborieuses en sont exclues, lorsque le "Parti" n'est qu'un appareil policier de contrôle et d'oppression, le syndicat ne peut, dans la mesure où il défend les intérêts des travailleurs, avoir une quelconque identité avec le gouvernement. Il y a donc une logique irréversible qui pousse vers un conflit ouvert entre Etat et syndicats. Il semble que Boumedienne et ses ministres envisagent de désigner autoritairement une direction fantoche qui, comme chez les étudiants, sera à la fois infiniment docile et totalement coupée des masses.

Les bruits les plus alarmants courrent à propos d'arrestations dans les milieux syndicaux. Si le pouvoir a décidé de recourir à la force dans ce domaine, il devra alors se démasquer complètement, montrer son visage contre-révolutionnaire car les masses laborieuses ne se laisseront pas écraser facilement. N'oublions pas que c'est leur poussée qui a été à l'origine des luttes à l'intérieur du syndicat lui-même, entre les dirigeants démissionnaires et ceux qui sont décidés à aller plus loin. Les articles du Code Pénal, sanctionnant l'incitation à la grève, la répression contre les syndicalistes, sont des faits d'une gravité sans précédent. Le pouvoir joue actuellement une partie qui peut, à terme, lui coûter l'existence. Aussi est-il extrêmement urgent que TOUS LES REVOLUTIONNAIRES se préparent à mener et à remporter la bataille du syndicalisme. Nous disons tous les révolutionnaires, car ce problème n'est pas uniquement l'affaire des seuls syndicalistes, mais de tous les militants d'avant-garde et aussi de tous les démocrates.

La première des tâches consiste à informer sans relâche tous les syndiqués, tous les travailleurs algériens sur la situation réelle du mouvement, sur les manœuvres et les attaques du pouvoir. Tout doit se passer sur la place publique rien ne doit être réglé par des conversations secrètes au sommet. C'est par la plus grande clarté et la plus grande publicité que seront préparés à se battre les militants de base et les cadres moyens. Lorsque nous écrivons: se battre, nous voulons dire que toute campagne de répression généralisée ou toute mesure atteignant un dirigeant du mouvement ouvrier doit être suivie d'actions défensives: manifestations, occupation des locaux officiels, grèves dans tous les secteurs. A la violence constante du pouvoir doit répondre la mobilisation et, si nécessaire, la violence des masses.

Mais il est évident que ces actions seront efficaces dans

la stricte mesure où l'U.G.T.A. sera puissante du soutien de larges masses. Le renforcement de la centrale syndicale est à l'ordre du jour. Nous savons les difficultés qu'on peut rencontrer dans l'accomplissement de ce travail. Mais il nous semble indispensable de nous atteler à cette tâche, même si elle ne donne pas un maximum de résultats immédiats. Parmi les premières mesures à adopter figurent, à notre avis:

- épuration, à tous les échelons, des éléments réactionnaires, des opportunistes, des bureaucrates serviles. C'est sans doute, là, un des moyens principaux de redonner aux travailleurs une confiance entière dans l'UGTA, dont certains se sont éloignés quand ils ont vu qu'elle n'était qu'un rouage de l'appareil d'Etat;
- tenue rapide de congrès des diverses organisations de l'U.G.T.A. (unions locales, unions régionales, congrès national). Ces congrès doivent être l'occasion de faire le bilan exact de la situation et de définir les revendications des différentes couches de travailleurs;
- organisation des chômeurs. Ceux-ci, les plus nombreux, hélas, parmi les algériens, ne doivent pas être considérés comme une catégorie à part: ils sont des travailleurs sans emploi et, en tant que tels, doivent trouver leur place dans l'U.G.T.A. -sous la forme, par exemple, de comités locaux de sans-travail, dont les représentants doivent participer aux débats des organismes de direction à tous les niveaux;
- organisation des campagnes, en particulier, des secteurs agricoles traditionnels. Le syndicat doit, en effet, organiser tous les travailleurs, qu'ils soient dans les usines, dans les domaines de l'autogestion ou que, métayers, petits propriétaires d'une terre stérile, ils soient victimes eux aussi de l'exploitation. Aujourd'hui où, sous les coups de la misère, les paysans fuient la campagne pour les villes, l'alliance ouvrière et paysanne dans l'U.G.T.A. est devenue plus nécessaire que jamais.

On s'étonnera peut-être de l'insistance mise ici sur le rôle que doit jouer l'U.G.T.A., dont on ne peut ignorer ni la faiblesse, ni les dangers qui la menacent. Pourtant, il faut se représenter qu'en Algérie, les masses laborieuses n'ont jamais connu d'autre organisation de classe que leur centrale syndicale. A l'heure où la nouvelle classe dominante cherche par tous les moyens à consolider sa domination, il est indispensable que tous les révolutionnaires socialistes considèrent comme leur tâche centrale de défendre et renforcer le seul mouvement représentatif des exploités. Encore une fois, nul ne peut prévoir l'issue du combat qui va se dérouler entre l'U.G.T.A. et l'Etat. Mais, même s'il aboutit à un

recul provisoire des masses, ce combat n'aura pas été inutile: mené sur des revendications justes, tendant à la consolidation de l'organisation démocratique des travailleurs, il laissera parmi ceux-ci des traces profondes. Et les révolutionnaires qui auront mené la lutte pourront, y compris sous des formes d'actions nouvelles, continuer à agir pour le pouvoir démocratique des travailleurs.

POUR LA DEFENSE DE L'AUTOGESTION

L'affaire Bouthiba a attiré l'attention sur la volonté du pouvoir du 19 juin de liquider l'autogestion. Les solutions préconisées diffèrent: les tenants de la rationalité économique veulent purement et simplement le retour à la propriété privée, tandis que les partisans de la stabilité étatique rêvent d'une étatisation pure et simple. Trois années de politique empirique, sous Ben Bella, ont isolé le secteur autogéré des autres couches des masses laborieuses; cela ne fait que faciliter les menaces de sabotage et d'asphyxie par la déficience de la commercialisation, l'absence de crédits, le prélèvement d'impôts abusifs. Avant 1965, on mettait les plus grands espoirs dans des organismes comme les conseils communaux d'animation; mais du fait de la faiblesse de l'encaissement, des pressions des organismes de tutelle, du manque de liaison entre les différentes entreprises, du manque de représentativité de certains comités de gestion, (beaucoup d'entre eux ont été transférés à d'anciens moudjahidine, dont l'héroïque passé n'impliquait aucune compétence spéciale) ces conseils d'animation n'ont jamais existé que sur le papier.

Il est vraisemblable que demain, en même temps que la domestication des syndicats, le pouvoir entreprendra l'étrangement systématique de l'autogestion. Tous les moyens seront bons: pseudo-enrichissement des décrets de mars, nominations arbitraires de directeurs aux ordres de l'administration, pressions financières etc... Voilà encore une bataille que doivent mener tous les révolutionnaires: aussi criantes que soient ses insuffisances, l'autogestion a été une conquête des masses laborieuses; malgré ses évidentes limitations, elle a représenté l'embryon d'un authentique pouvoir des travailleurs. Il faut donc la défendre à tout prix et, d'abord:

- créer une liaison effective à l'échelon communal, entre ouvriers des domaines auto-gérés et travailleurs saisonniers. Ceux-ci, victimes d'un chômage plus ou moins total, font figure de parents pauvres. Il faut créer, dans chaque localité, des comités responsables, qui soient représentatifs de ces deux couches de la population travailleuse. Seuls, ces comités pourront faire face à la totalité des problèmes qui se posent aux masses. Organes de résistance aux attaques contre révolutionnaires de l'Etat, ils deviendront, dans un cadre général d'offensive des masses, des organes de lutte pour le

pouvoir révolutionnaire;

- renouveler, partout où c'est nécessaire, la composition des comités de gestion. Dans la fièvre de 1963, on a fait accéder aux responsabilités des éléments irresponsables dont la seule qualification était d'être les parents, les amis ou les séides de membres importants des clans qui se disputaient le pouvoir. Des assemblées démocratiques des travailleurs de chaque entreprise devront faire le bilan de la gestion de leurs mandats qui seront remplacés s'ils ont failli;

- donner vie aux gestions syndicales dans chaque entreprise autogérée. Le rôle de l'U.G.T.A. n'est pas de fournir des cadres qui s'enliseront dans les acrobaties gestionnaires, mais d'assurer, en liaison avec tous les salariés de l'entreprise, le contrôle des comités de gestion. Remplissant leur mission syndicale, les sections de l' U.G.T.A. s'intégreront ainsi, comme une force active, dans le renouveau général de la centrale syndicale;

- réunir un congrès du secteur autoqéré (industriel aussi bien qu'agricole). Cette réunion aurait la double tâche de préciser les revendications des entreprises soumises à ce mode de gestion et d'enviser concrètement la liaison entre l'autogestion d'une part, le secteur agraire traditionnel et le secteur industriel privé d'autre part;

- remettre en question, par l'intermédiaire de discussions démocratiques de tous les travailleurs, le mode de gestion actuelle de l'Etat. Les divers organismes de tutelle opèrent sans contrôle, le prélèvement automatique des impôts sur le fonds national de l'autogestion.Ils disposent à leur gré des crédits indispensables à la survie des entreprises. Cette gestion bureaucratique profite seulement aux exploiteurs qui détiennent le pouvoir. Réclamer la destruction de leurs priviléges abusifs est un moyen de relier la lutte particulière des travailleurs de l'autogestion au combat d'ensemble des masses laborieuses contre l'Etat de classe, pour le pouvoir des travailleurs.

POUR LUTTER CONTRE LE CHOMAGE

Nul n'est en mesure actuellement de préciser le nombre des chômeurs en Algérie et les élucubrations récentes de Mr. Keïd Ahmed à cet égard relèvent plus du désir d'affoler l'opinion, afin de mieux lui faire accepter les mesures réactionnaires qu'il prépare, que du souci de présenter des statistiques réelles. Il est cependant évident que le nombre des sans-travail est d'une importance extrême et que, d'une façon générale, on peut estimer que trois algériens sur quatre en âge de travailler n'ont pas d'emploi.

La première conséquence de cette situation est l' exode

massif des campagnes vers les villes et l'émigration. C'est un fait que les campagnes se dépeuplent alors que la population des villes a doublé. Cependant, le nombre d'emplois va sans cesse décroissant. Il est certain que la politique actuelle, basée essentiellement sur l'implantation d'industries permettant la réalisation de gros profits, afin d'intéresser les capitalistes étrangers en mal d'investissements, ne peut y apporter de solution véritable. Seule une réorganisation consciente du travail agricole, une organisation collective de ce travail, la recherche acharnée d'une augmentation de la production auraient pu mettre un coup d'arrêt à la dégradation en attendant la nécessaire industrialisation. Le problème du chômage reste un problème entier et il est lié - on ne le dira jamais trop - à la réalisation de la révolution socialiste en Algérie. Seul un état socialiste engagé dans un processus de développement, avec et pour les masses déshéritées, peut trouver des solutions aux problèmes du chômage. Il faut s'élever en faux contre l'affirmation répétée des techniciens du pouvoir: la solution du chômage ne passe pas nécessairement par la recherche de capitaux, car l'expérience a prouvé, à maintes reprises, que la planification et l'organisation collectiviste de la production peuvent réduire considérablement la quantité de chômeurs. La solution au chômage n'est pas une question de capitaux, c'est une question de politique. Les travailleurs sans travail doivent se considérer comme concernés par la lutte révolutionnaire, au même titre que les travailleurs permanents.

Ils doivent comprendre que l'enrôlement dans l'A.N.P. ou dans la gendarmerie, que leur propose une propagande insistant, n'est pas une solution: il apportera peut-être à une minorité la sécurité d'un salaire régulier; mais il fera d'eux aussi les serviteurs d'un pouvoir réactionnaire, oppresseur de la majorité des algériens, en proie à la plus noire misère.

Il faut donc organiser les chômeurs. Nous avons déjà dit que cette tâche incombait à l'U.G.T.A. Nous ajouterons seulement que la solidarité active des salariés et des chômeurs au sein d'une même organisation syndicale doit contribuer à la création de comités de vigilance qui, dans chaque commune représenteront les masses et impulseront leur lutte.

POUR LUTTER CONTRE L'ABANDON ET LA MISÈRE DES MASSES PAYSANNES

Après les promesses, tant de fois différées, de réforme agraire, la situation dans les campagnes algériennes est tragique. Misère, maladie, famine, tels sont les acquis de l'indépendance pour la grande majorité des Algériens, ceux qui vivent dans les campagnes, ceux qui sont sans terre et, le

plus souvent, sans travail et sans toit.

Les masses paysannes pauvres et sans terre qui avaient pu dans le F.L.N. et surtout dans l'A.L.N., exprimer à peu près leur volonté politique, se trouvent abandonnées depuis l'indépendance. Actuellement, elles n'ont aucune expression politique et c'est à travers certaines structures tribales ou régionales, par l'alliance avec des "notables" qu'elles tentent d'élaborer leurs revendications. Mais il est clair que de cette façon elles ne pourront déboucher sur aucune revendication positive.

La première -et la seule sans doute- de ces revendications positives est celle de la réforme agraire. Mais ce simple terme évoque le flot des promesses démagogiques qui ont accablé les paysans algériens, sans aucun profit pour aucun d'entre eux. Il faut donc être précis lorsqu'on aborde ce sujet -et envisager comment sera effectuée la réforme agraire et de quelles mesures générales elle sera accompagnée.

Il est certain que se pose d'abord un problème de limitation de la propriété foncière. Il y a encore trop de propriétaires algériens qui possèdent de grandes superficies de terres fertiles alors que la masse des paysans végète sur des parcelles infimes de terres stériles. Cependant, il faut bien comprendre qu'un simple décret gouvernemental ne modifiera pas fondamentalement la situation: il serait trop facile aux gros propriétaires, dans ce secteur traditionnel où les structures tribales et familiales, déjà solidement établies, ont été consolidées par chacun des clans de la bureaucratie dominante de distribuer fictivement leurs terres à leurs parents, leurs amis ou leurs clients. L'apparence juridique de la réforme foncière serait maintenue, mais les relations réelles d'exploitation demeurerait les mêmes. L'effort de révolution agraire doit venir d'en bas, de comités de paysans pauvres qui, grâce à leur connaissance de la situation réelle dans chaque région, pourront déterminer collectivement les mesures à adopter.

Voici pour les modalités de réalisation de la réforme agraire. Mais nous ne devons pas en rester là. La redistribution des terres, pour nécessaire qu'elle soit, ne résoud qu'une partie des problèmes. Il faut comprendre que les terres du secteur traditionnel, naturellement pauvres, privées d'irrigation, soumises à l'érosion ne peuvent tout de suite assurer une production normale. Elles ont besoin d'être aménagées -ce qui implique à la fois une mobilisation et une organisation des paysans pour faire face aux tâches que l'initiative collective peut accomplir sans aide extérieure (petits travaux d'irrigation, lutte contre l'érosion etc...) et une attribution rationnelle de crédits gouvernementaux. Dans l'état actuel des choses, il importe de rassembler les paysans pauvres pour les amener à protester contre l'abandon

où ils sont confinés, pour exiger des crédits et, donc, une planification générale qui, partant des besoins réels exprimés par les travailleurs, définira un certain nombre d'options économiques et sociales alors qu'aujourd'hui les services officiels ne tiennent aucun compte de la situation des masses, préoccupés qu'ils sont, avant tout de la "rationalité économique" de type capitaliste.

Ne nous aveuglons pas: dans ce domaine aussi, le chemin à parcourir sera long et difficile. Le pouvoir a tout fait, volontairement ou involontairement selon les circonstances, pour ressusciter l'esprit tribal et régional, qui est, nous l'avons dit, le meilleur écran possible contre la prise de conscience de classe des exploités. A l'heure actuelle, du plus profond de leur misère, les paysans pauvres ne voient pas de solution et seront peut-être prêts demain à appuyer n'importe quelle politique démagogique. Il appartient au parti révolutionnaire d'avant-garde, par ses explications, son programme, d'aider l'U.G.T.A. à organiser les paysans pauvres. Car on ne peut séparer la question agraire dans le secteur traditionnel de la réalisation effective de la révolution socialiste. Ceci implique un travail d'organisation, autour d'un programme de revendications immédiates reliées à la perspective globale de renversement de l'Etat de classe. Dans l'accomplissement de cette tâche, avant-garde et organisation de masse se complètent.

POUR INTEGRER LES INTELLECTUELS, LES JEUNES, ET LES FEMMES DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

Chaque jour nous apporte la preuve désolante que des intellectuels algériens qui avaient milité au F.L.N. se résignent, soit à renoncer à la lutte et à rompre les contacts avec les masses, soit à se mettre au service des maîtres actuels, dont, par ailleurs, ils connaissent l'incompétence et la médiocrité. Nous avons affaire à un choix politique, quoique ces messieurs affirment que leur volonté est de servir le pays. La vérité est que la bureaucratie administrative a fini par les absorber et, au nom de leur prétendue technicité ils sont appelés à servir d'intermédiaires avec l'impérialisme et à devenir les théoriciens de l'efficacité économique et de la rationalité capitaliste!

Servir le pays, c'est d'abord s'opposer globalement au régime qui le mène vers la catastrophe.

Fort heureusement quelques intellectuels et la masse des étudiants jeunes ont marqué leur volonté de lutter aux côtés des travailleurs. Leur apport d'avant-garde sera infiniment précieux. Ils ont un rôle capital à jouer; c'est de leur engagement résolu que dépend l'avenir de notre révolution.

L'Algérie est un pays de jeunes. Les générations nouvelles celles qui arrivent à l'âge adulte maintenant, ont connu les privations et les souffrances de la guerre, la catastrophe de l'indépendance. Elles veulent connaître autre chose. Elles se détournent souvent avec dégoût de la politique, car elles ressentent rancune et impuissance devant une situation dont elles ne sont pas responsables. Ce sont elles, qui, au premier chef, sont touchées par le chômage, le manque de perspectives économiques. Nombre de jeunes commencent, cependant, à formuler des exigences impérieuses. Ils constituent une force potentielle qui ne demande qu'à se manifester. Le parti d'avant-garde devra s'ouvrir largement aux jeunes. En se gardant de toute attitude paternaliste, il devra leur donner confiance dans l'avenir, déboucher leurs horizons. Il est essentiel que le parti que nous voulons créer s'appuie sur les jeunes, intellectuels ou non, car ils ont à maintes reprises déjà, démontré leurs aptitudes à la lutte et leur capacité à s'organiser.

Il n'y a pas un problème de la jeunesse, il y a un problème global de la transformation socialiste en Algérie.

De même on peut lier le problème de l'émancipation de la femme algérienne, de son intégration dans la vie économique, sociale et politique à celui du bouleversement total des structures politico-sociales, par le triomphe de la Révolution Socialiste.

Après avoir été victimes de la politique pseudo - progressiste de Ben Bella, les femmes algériennes se rendent compte que depuis l'indépendance leur situation a empiré. Le pouvoir actuel ne cache pas sa position réactionnaire sur ce problème et Boumedienne lui-même, s'est chargé de l'expliquer lors de la réunion organisée pour la Journée Internationale de la Femme. A cette occasion, la troupe a chargé les femmes qui quittèrent la salle en signe de protestation. Et le récent Code Pénal officialise cet état d'esprit réactionnaire: dans tous les domaines, il assure la persistance de la discrimination entre l'homme et la femme.

Les femmes doivent lutter pour leur propre émancipation. Elles devront renforcer les rangs de l'U.G.T.A. et démasquer toutes les organisations fantoches créées par Chérif Belkacem. De leur côté, les militants révolutionnaires doivent constamment faire en sorte que femmes et jeunes participent pleinement, sur un pied d'égalité totale, à l'entreprise révolutionnaire!

FRÈRE ALGERIEN

Voici les thèmes de réflexion et d'action que nous te proposons. Je suis sûr que tu comprendras leur signification. A notre avis, deux choses peuvent sauver l'Algérie:

- la mobilisation et l'organisation des masses - et c'est pourquoi, comme il a été dit, nous insistons sur le rôle que doit jouer l'U.G.T.A., comme rassembleur des forces encore éparses des travailleurs;

- la lutte contre le gouvernement et l'Etat des exploitateurs, pour le pouvoir démocratique des travailleurs. Et c'est pourquoi nous insistons sur la nécessité d'un programme qui concrétise au niveau politique les revendications ouvrières et paysannes, d'un programme qui assure l'élimination des couches sociales exploiteuses, y compris l'A.N.P. qui par l'étendue des crédits qu'elle s'attribue grève toute perspective de développement économique.

Il est grand temps de s'atteler à cette double tâche dont la réalisation est complémentaire. Il t'appartient d'ores et déjà de comprendre que dans la situation actuelle nous avons tous notre part de responsabilité. Il est certain qu'aucun changement, qu'aucune amélioration, qu'aucune chance de redressement ne doit être attendue du pouvoir actuel. Il faudrait, à la tête du pays, un pouvoir révolutionnaire authentique issu des masses laborieuses, c'est à dire un pouvoir des travailleurs. Un tel pouvoir ne peut devenir réalité que si au préalable, l'avant-garde révolutionnaire et socialiste se retrouve, œuvre en commun, entame une action commune, concentre ses efforts au lieu de les disperser, compte sur ses propres forces et sur les forces populaires pour parvenir au but. Cette avant-garde existe. Elle est partout. Chez les militants du F.L.N. de la guerre qui n'ont pas encore renoncé à la lutte, dans les syndicats, dans les universités dans la jeunesse, dans les masses laborieuses des villes et des campagnes et même au sein de l'armée, car je ne peux croire que tous les officiers, tous les djounoud, sont d'accord avec la politique du "C.N.R.". Je suis certain que nombre d'entre eux se posent des questions, recherchent la vérité et sont sincèrement animés du désir de construire une Algérie meilleure. Tôt ou tard, ceux-là se retrouveront parmi nous.

Le devoir sacré de chacun, quelle que soit son appartenance, quelles que soient ses expériences depuis l'indépendance, est de lever les doutes, de briser les cloisons artificielles, de multiplier les contacts et les explications, de lever les exclusives, d'ouvrir toutes les portes avant qu'il ne soit trop tard.

Agir est aujourd'hui une nécessité impérieuse; et un peuple qui renonce à la lutte se condamne à la sujexion et à la domination. N'oublions pas tous nos camarades, tous nos frères qui croupissent à l'heure actuelle en prison et, en particulier, le commandant Moussa qui entre dans sa troisième années de détention.

L'histoire nous impose la lutte et nous rappelle que la clé de notre avenir est entre nos mains,

Ouvriers, intellectuels révolutionnaires, étudiants, chômeurs, artisans, anciens moudjahidine, petits commerçants, le C.N.D.R., par ma voix, vous demande de serrer les rangs, de vous unir, de préparer l'ultime assaut contre un pouvoir de profiteurs, d'incapables et d'aventuriers qui mèneront notre pays jusqu'au bout du désastre si nous n'intervenons pas à temps.

En ce qui nous concerne, nous ne prétendons pas représenter une force considérable, nous ne prétendons pas contrôler toutes les actions valables, nous ne prétendons pas être présents partout et dans toutes les luttes, mais depuis quatre ans, notre volonté a été d'oeuvrer pour vaincre les méfiances et les appréhensions, pour faire tomber les barrières qui séparent les militants d'avant-garde, pour créer les conditions de démarrage d'une opposition révolutionnaire: la discussion, l'explication, la démystification, la critique et l'auto-critique ont été et seront nos armes dans cette tâche.

NOUS LANCONS UN APPEL SOLENNEL A TOUS LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES AYANT OPTE POUR LA DEFENSE DES MASSES LABORIEUSES, POUR QU'ILS SE RASSEMBLENT.

Afin de gagner le maximum d'algériens à la lutte révolutionnaire.

Afin de sensibiliser l'opinion à la nécessité d'une action par la diffusion des thèmes politiques adéquats.

Afin de soutenir de plus en plus vigoureusement toutes les actions allant dans le sens d'une prise de conscience des plus larges masses.

C'est par une dénonciation courageuse et systématique, par une définition claire des objectifs immédiats et lointains que nous donnerons aux travailleurs algériens les mobiles suffisants pour qu'ils se rassemblent et pour qu'ils agissent

O'ores et déjà nous pouvons annoncer notre volonté de parvenir à la réunion d'un congrès de l'opposition révolutionnaire auquel seront invités et associés le plus grand nombre de militants, organisés ou non. Ces militants devront venir de tous les milieux où ont lieu des luttes concrètes, militants dégagés sur le tas, ainsi que les militants ayant déjà opté pour le socialisme, quelles qu'aient été les expériences vécues par eux jusqu'à maintenant. Il faut dépasser les malentendus, les rancœurs, les équivoques, les exclusives subjectives, dans la discussion la plus large, en vue d'élaborer un programme commun de prise du pouvoir et d'édification du socialisme.

Frère Algérien, le temps presse. De grandes possibilités nous sont offertes, nous ne devons pas les laisser échapper.

Tous ensemble, nous pouvons vaincre. Nous vaincrons!

Mohamed BOUDIAF